



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché n° 2025DAC0105L00 - Achat logiciel
MAGISTOR**

**Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Achat logiciel MAGISTOR
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Détails des prestations	4
1.3 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Protection des données à caractère personnel	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Délai d'exécution	6
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
10 - Développement durable	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Garantie des prestations	9
13 - Maintenance	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
15 - Pénalités	10
15.1 - Pénalités de retard	10
16 - Assurances	10
17 - Résiliation du contrat	10
17.1 - Conditions de résiliation	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
18 - Règlement des litiges et langues	11
19 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Marché n°2025DAC0105L00 - Achat logiciel MAGISTOR

1.2 - Détails des prestations

Contexte du projet

Depuis 2018, le département Gestion Logistique et Transport de l'IUT Clermont Auvergne, à Montluçon, dispose d'un entrepôt pédagogique de 300m² unique en France. Il regroupe l'ensemble des zones d'un entrepôt type (zone de réception, zone de stockage, zone de picking, zone de contrôle, zone de consolidation, ...).

Le WMS (Warehouse Management System) maGistor permet la synchronisation des flux physiques et des flux d'information grâce à l'utilisation de moyens d'identification des flux physiques.

L'objectif du projet est la montée de version du WMS de Magistor 3.9.1 vers Magistor 3.15.

L'Entrepôt pédagogique

L'entrepôt pédagogique A2Ex, aménagé sur 300 m², contient l'ensemble des zones d'un entrepôt type : réception de la marchandise, stockage en carton complet ou à l'unité, préparation de commande en carton complet ou à l'unité, finalisation et contrôle, consolidation, expédition. Les articles manipulés (300 références) sont tous caractérisés par un identifiant article (GTIN), un numéro de lot et une date limite de vente (DLV). Une partie des articles est également identifiée par un numéro de série.

L'entrepôt est piloté par le Warehouse Management System (WMS) Magistor qui permet la synchronisation des flux physiques et d'information et fournit l'aide nécessaire à la réalisation des activités dans un entrepôt mutualisé de la réception de la marchandise à son départ chez le client en passant par la tenue du stock dans le cadre de la prestation logistique et l'édition des documents afférents.

Trois grandes zones de stockage existent et sont gérées : E (étagères), D(dynamique) et A(armoires) , représentent chacune des magasins différents pour un total d'environ 700 emplacements. La zone D utilise la gravité pour illustrer le principe « Goods to man » par opposition à la zone E qui est en « Mans to Good ». Le bas de la zone D est dédié au stockage de carton complet alors que le haut est un espace de picking à l'unité. La zone A est dédiée aux articles dit « à forte valeur ajoutée » identifiés par un numéro de série.

L'ensemble des emplacements est étiqueté avec des porte-étiquettes aimantées et des codes à barres. Les unités de conditionnements et les supports présents dans l'entrepôt sont identifiés via des étiquettes standards ou des étiquettes RFID. Les impressions sont assurées par des imprimantes logistiques dédiées.

La technologie RFID est utilisée pour identifier des supports, des bacs de préparation et des articles. A cette fin, trois postes de lecture RFID : d'identifier une palette entrante et d'associer la réception correspondante, d'associer un bac de préparation à une préparation, de réaliser l'inventaire des armoires. La RFID est également utilisée pour réaliser l'inventaire d'un magasin.

Des systèmes de préparation de commande utilisant des bandeaux de LED pour identifier les emplacements de prélèvement et de ventilation de type pick/pack by light sont installés d'une part sur le dynamique et d'autre part sur le chariot de préparation pour permettre aux étudiants d'être familiers de ces technologies et de leur utilité pour l'amélioration des conditions de travail et des performances vis-à-vis des coûts. Ces systèmes sont pilotés par le WMS.

Des terminaux (plus communément appelés TRF ou PDA) équipés de lecteur de code à barre 2D et de clavier permettent de réaliser les préparations de commande et un certain nombre d'opérations

logistiques (telles que le contrôle d'un emplacement, la fermeture d'un colis...). Des lecteurs RFID bluetooth peuvent leur être associés pour lire les étiquettes RFID d'articles ou de supports qui ne seraient pas dans les bons emplacements.

Une balance connectée au WMS permet de réaliser un contrôle pondéral en fin de préparation de commande, au niveau du poste de contrôle.

Trois postes de travail sont équipés de postes informatiques, et sont positionnés aux postes de réception, contrôle et expédition. Ils sont équipés de douchette bluetooth pour permettre une lecture des codes-barres présents sur les articles, conditionnements et supports pour retrouver rapidement l'élément correspondant dans le WMS.

Besoin

Le WMS installé comporte des développements spécifiques qui devront être reporté et adapté via une APK aux terminaux (android et winCE) :

- Communication avec la balance pour le contrôle pondéral,
- Communication avec les bandeaux de LED (dynamique et chariot),
- Activation des réceptions en RFID,
- Préparation de commandes assistée par la RFID,
- Inventaire RFID,
- Respect des standards GS1.

La reprise de données et du paramétrage (cartographie, base articles, stock entre autres) existant devra être réalisé.

Le maintien opérationnel de l'entrepôt (gestion des périmés, rangement des articles sortis) et la préparation matérielle de certains enseignements en amont et en aval sont assurés par un adjoint technique qui veille à la cohérence du WMS avec les éléments physiques présents dans l'entrepôt. Un ingénieur d'étude en informatique assure le bon fonctionnement de l'architecture informatique (WMS, Oracle, réseau WIFI, imprimantes, ...). La montée de version nécessitera la formation et l'assistance des enseignants et des personnels utilisant l'entrepôt pédagogique. Afin de compléter la formation initiale, une formation « dashboard » est à ajouter.

Le développement de nouvelles routines de remise en état post-TP telles que la finalisation des inventaires et des préparations de commande en masse serait un plus.

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 202

- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Désignation structure	Université Clermont Auvergne
Identifiant	130 028 061 00013
Code Service	(Non obligatoire)
N° de Marché	2025DAC0105L00
N° Engagement	45xxxxxxx (n° Bon de commande)

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Conditions de livraison :

- **Lieu d'exécution** : IUT Clermont Auvergne
- **Adresse de livraison** : Département Management de la Logistique et des Transports - Avenue Aristide Briand - 03100 Montluçon
- **Personne à contacter pour la livraison** : Sarramia David - 06 21 12 45 40 - david.sarramia@uca.fr

Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

5 personnes sont à former sur 6,5 jours.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Lutte contre les discriminations : le titulaire veillera à promouvoir l'égalité femmes/hommes et à lutter contre les discriminations liées aux origines ;
- Le titulaire veillera également à mettre en œuvre des moyens en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou favoriser l'apprentissage des jeunes.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire s'engage à limiter l'impact environnemental de ses activités numériques en optimisant l'usage des ressources informatiques (stockage, bande passante ...), en privilégiant des outils à faible consommation énergétique et en évitant les traitements superflus.

Le candidat devra indiquer dans son offre technique et financière les moyens qu'il met en œuvre pour poursuivre ces objectifs. Il peut également indiquer d'autres démarches environnementales s'il en a.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Délai nécessaire pour la vérification quantitative et qualitative : **60 jours**

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 1 an à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

- Durée : 1an
- Délai d'intervention demandé au fournisseur suite au signalement de dysfonctionnement : 1 mois
- Durée d'intervention souhaitée pour que le matériel soit de nouveau opérationnel : 1 mois

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services